

No. 50520*

**Spain
and
Mali**

Convention between the Kingdom of Spain and the Republic of Mali in relation to the fight against international organised crime. Madrid, 16 October 2008

Entry into force: *23 January 2013, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Spain, 20 February 2013*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Espagne
et
Mali**

Convention entre le Royaume d'Espagne et la République du Mali dans le cadre de la lutte contre la criminalité internationale organisée. Madrid, 16 octobre 2008

Entrée en vigueur : *23 janvier 2013, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Espagne, 20 février 2013*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**CONVENTION ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE
DU MALI DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ
INTERNATIONALE ORGANISÉE**

Le Royaume d'Espagne d'une part,
et
la République du Mali d'autre part,
ci-après "les Parties" ;

Considérant les liens d'amitié et de coopération en matière de lutte contre la criminalité internationale organisée, dans le respect des droits et garanties prévues par leurs législations respectives et par les traités et conventions internationales,

Désireux de renforcer leurs relations de coopération en matière de lutte contre la criminalité internationale organisée, dans le respect des droits et garanties prévues par leurs législations respectives et par les traités et conventions internationales,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

1. Les Parties, conformément à la législation des deux Etats et en vertu de la présente Convention, coopèrent dans le cadre de la lutte contre la criminalité internationale organisée.
2. Les Parties collaborent pour lutter contre les actions criminelles, notamment :
 - a. Le terrorisme;
 - b. L'atteinte à la vie et à l'intégrité des personnes ;
 - c. Le trafic, la production et le commerce illégaux de stupéfiants et de substances psychotropes, ainsi que le trafic, la production et le commerce illégaux des substances et matières premières utilisées dans la fabrication desdits stupéfiants et desdites substances ;
 - d. Le trafic d'êtres humains ;
 - e. Les arrestations illégales et séquestrations de personnes ;
 - f. La contrebande ;
 - g. Le blanchiment d'argent provenant d'activités illicites ;
 - h. La falsification de moyens de paiement, de chèques et de titres, et leur mise en circulation frauduleuse ;
 - i. Le vol de véhicules, leur trafic illicite et les activités illégales s'y rapportant ;
 - j. La falsification (fabrication et modification) et l'usage illégal des documents des véhicules ;

- k. La falsification (fabrication et modification) et l'usage illégal des documents d'identité (passeports et visas) ;
 - l. Le commerce illégal d'armes, de munitions, d'explosifs, de matières premières énergétiques (matériaux nucléaires et radioactifs) ; le commerce illégal d'autres substances dangereuses ;
 - m. Le trafic illicite de biens culturels, d'œuvres d'art et d'objets ayant une valeur historique ;
 - n. Les infractions économiques et fiscales ;
 - o. La criminalité internationale organisée portant atteinte à la liberté sexuelle, spécialement des mineurs ;
 - p. Les infractions commises par le biais de systèmes informatiques ;
 - q. Les infractions portant atteinte aux ressources naturelles et à l'environnement ;
- 3.- Les Parties collaborent également dans la lutte contre toute autre infraction dont la prévention, la détection et la poursuite requièrent la coopération des autorités compétentes des deux Etats.

Article 2

1. La collaboration entre les deux Parties consiste, dans le cadre de la lutte contre la criminalité internationale organisée visée à l'article 1, à l'échange d'informations et l'entraide pour mener les enquêtes relatives à :
 - a. L'identification et la recherche de personnes portées disparues ;
 - b. La recherche de personnes ayant commis ou soupçonnées d'avoir commis des infractions sur le territoire de l'une des Parties compétentes, ainsi que la recherche de leurs complices ;
 - c. L'identification de cadavres et de personnes représentant un intérêt pour la police ;
 - d. La recherche sur le territoire d'une des Parties d'objets, d'effets ou d'instruments provenant d'une infraction ou ayant servi à la commettre, à la demande de la Partie contractante ayant subi le préjudice ;
 - e. Au financement d'activités illégales.
2. Les Parties contractantes coopèrent également dans les domaines suivants :
 - a. Echange d'information et coopération pour le transfèrement de condamnés, en vertu de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées ;
 - b. Echange d'information et coopération en matière de transfert d'armes et de substances radioactives, explosives et toxiques ;
 - c. Echange d'information et collaboration pour la réalisation de livraisons surveillées de substances narcotiques et psychotropes ;
 - d. Echange d'information et coopération pour le transfèrement ou le transit de personnes rapatriées ou expulsées.

Article 3

Pour atteindre ces objectifs de coopération, les Parties :

- a. Se tiennent réciproquement informées des enquêtes en cours sur les différentes formes de criminalité internationale organisée, y compris le terrorisme, ainsi que sur les relations entre les personnes impliquées, la structure, le fonctionnement et les méthodes des organisations criminelles ;
- b. Mettent en œuvre des actions coordonnées et d'assistance réciproque sur la base d'arrangements complémentaires signés par les organes compétents ;
- c. Se communiquent les informations relatives aux méthodes et aux nouvelles formes de criminalité internationale organisée ;
- d. Echantent les résultats des enquêtes qu'elles mènent en criminalistique et en criminologie, et s'informent mutuellement des techniques d'enquête et des moyens de lutte contre la criminalité internationale ;
- e. Organisent, si besoin est, des rencontres de travail pour élaborer des mesures coordonnées et faciliter leur mise en œuvre.

Article 4

Les Parties collaborent dans les domaines faisant l'objet du présent Accord par le biais :

- a. D'échanges d'information sur la situation générale et les tendances de la criminalité dans leurs Etats respectifs ;
- b. D'échanges d'expériences en matière de technologie criminelle, d'échange de brochures, de publications et de résultats de recherches scientifiques dans les domaines visés au présent Accord ;
- c. D'échanges d'informations dans les domaines relevant de la compétence des services de la protection de la légalité pénale et autres services chargés de la défense de la sécurité nationale, de l'ordre public et de la lutte contre la criminalité internationale organisée ;
- d. D'une assistance technique et scientifique, d'expertises et du concours d'équipes techniques spécialisées ;
- e. D'échanges d'expériences et de spécialistes, ainsi que de consultations ;
- f. De la coopération dans le domaine de l'enseignement professionnel.

Article 5

La présente Convention est sans préjudice des questions concernant l'assistance judiciaire dans le cadre de procédures pénales et en matière d'extradition.

Article 6

Aux fins de l'application de la présente convention, les organes compétents sont :

Pour le Royaume d'Espagne : le ministère chargé de la sécurité intérieure, sans préjudice des compétences des autres départements ministériels concernés.

Pour la République du Mali : le ministère chargé de la sécurité intérieure.

Article 7

1. Les échanges d'informations et les demandes de réalisation des activités visées à la présente Convention sont adressés par écrit directement aux organes compétents ou par l'intermédiaire des attachés ou officiers de liaison. A cet effet, les Parties se communiquent la désignation de ces derniers. En cas d'urgence, et aux fins de l'application de la présente Convention, les organes compétents peuvent se transmettre verbalement lesdites informations qui, par la suite, feront l'objet d'une confirmation écrite.
2. Les demandes d'échanges d'information ou de réalisation des activités visées à la présente Convention sont exécutées par les organes compétents dans les plus brefs délais.

Article 8

1. Chacune des Parties peut rejeter tout ou partie de la demande d'aide ou d'informations, ou soumettre son exécution à certaines conditions, si elle estime que ladite demande porte atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité, ou qu'elle est contraire aux principes fondamentaux de son ordonnancement juridique ou à d'autres intérêts essentiels de son Etat.
2. La Partie requérante doit être informée de la cause du rejet.

Article 9

1. L'échange d'informations entre les Parties dans le cadre de la présente Convention est soumis aux conditions suivantes :
 - a. La Partie requérante ne peut utiliser les données qu'aux fins et conditions définies par la Partie requise, en tenant compte du délai au terme duquel les dites données doivent être détruites, en vertu de sa législation nationale.
 - b. La Partie requérante informe la Partie requise, par écrit, de l'usage des données qui lui ont été transmises et des résultats obtenus.
 - c. S'il est établi que des données inexactes ou incomplètes ont été communiquées,

la Partie requise en informe sans délai la partie requérante.

- d. Chacune des Parties tient un registre des données communiquées et de leur destruction.
2. Les Parties garantissent la protection des données qui sont communiquées contre tout accès, modification, publication ou divulgation non autorisés, en vertu de leur législation nationale. Elles s'engagent également à ne céder les données personnelles visées au présent article à aucun tiers autre que l'organe de la Partie requérante les ayant sollicitées. Si ladite Partie requérante en fait la demande, ces données ne pourront être transmises qu'à l'un des organes prévus à l'article 6, après autorisation préalable de la Partie requise.
 3. Chacune des Parties peut invoquer, à tout moment, le non-respect par la Partie requérante des dispositions du présent article pour demander la suspension immédiate de l'application de la Convention et, le cas échéant, la dénonciation automatique de ladite Convention. .

Article 10

1. Les Parties instituent un comité technique chargé de suivre l'application de la présente Convention. Les organes compétents s'informent par écrit des représentants qu'ils auront désignés au sein du comité technique.
2. Le comité technique se réunit en séance ordinaire une fois par an, et en séance extraordinaire chaque fois que l'une des Parties en fait la demande, la date, le lieu et l'ordre du jour étant fixés par voie diplomatique.
3. Sauf accord spécial entre les Parties, les réunions ont lieu alternativement en Espagne et en République du Mali. Les travaux sont présidés par le chef de la délégation de la Partie sur le territoire de laquelle a lieu la rencontre.

Article 11

Les dispositions de la présente Convention sont sans préjudice sur les engagements internationaux, bilatéraux ou multilatéraux, de la République du Mali et du Royaume d'Espagne.

Article 12

La présente Convention entre en vigueur trente jours après la dernière notification de l'accomplissement par chacune des Parties des formalités constitutionnelles requises.

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Article 13

La présente Convention peut être modifiée par accord entre les deux Parties.


Article 14

La présente Convention peut être résiliée à tout moment par l'une des Parties après un préavis de six (06) mois, adressé par voie diplomatique, à l'autre Partie de son intention de la résilier.

En foi de quoi, les représentants soussignés signent la présente Convention.


Fait à Madrid le *16* de octobre de 2008 en deux exemplaires originaux en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume d'Espagne,
a.r.



Alfredo Pérez Rubalcaba,
Ministre de l'Intérieur

Pour la République du Mali,



General Sadio Gassama,
Ministre de la Sécurité Intérieure
et de la Protection Civile

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

**CONVENIO ENTRE EL REINO DE ESPAÑA Y LA REPÚBLICA DE MALÍ EN
MATERIA DE LUCHA CONTRA LA DELINCUENCIA INTERNACIONAL
ORGANIZADA**

El Reino de España, por una parte

y

la República de Malí, por otra parte,

en lo sucesivo denominadas "las Partes",

Considerando los lazos de amistad y de cooperación en materia de lucha contra la delincuencia internacional organizada, y respetando los derechos y garantías previstas por sus respectivas legislaciones y por los tratados y convenios internacionales,

Deseosos de fortalecer sus relaciones de cooperación en materia de lucha contra la delincuencia internacional organizada, y respetando los derechos y garantías previstas por sus respectivas legislaciones y por los tratados y convenios internacionales,

Conviene en lo siguiente :

Artículo 1

1. Las Partes, de conformidad con lo establecido en la legislación de ambos Estados y en virtud del presente Convenio, cooperarán en el ámbito de la lucha contra la delincuencia internacional organizada.
2. Las Partes colaborarán en la lucha contra las actividades delictivas, en especial, contra :
 - a. el terrorismo;
 - b. los ataques contra la vida y la integridad de las personas;
 - c. el tráfico, la producción y el comercio ilícitos de estupefacientes y de sustancias psicotrópicas, así como el tráfico, la producción y el comercio ilícitos de sustancias y materias primas utilizadas en la elaboración de dichos estupefacientes y sustancias;
 - d. el tráfico de seres humanos;
 - e. las detenciones ilegales y los secuestros de personas;
 - f. el contrabando;
 - g. el blanqueo de dinero procedente de actividades ilícitas;
 - h. la falsificación de medios de pago, de cheques y títulos, y su puesta en circulación fraudulenta;

- i. el robo de vehículos, su tráfico ilícito y las actividades ilegales que se refieran a éstos;
 - j. la falsificación (fabricación y modificación) y utilización ilegal de documentación referente a los vehículos;
 - k. la falsificación (fabricación y modificación) y utilización ilegal de documentos de identificación (pasaportes y visados);
 - l. el comercio ilícito de armas, municiones, explosivos, materias primas energéticas (materiales nucleares y radiactivos); el comercio ilícito de otras sustancias peligrosas;
 - m. el tráfico ilícito de bienes culturales, de obras de arte y de objetos que tengan un valor histórico;
 - n. los delitos económicos y fiscales;
 - o. la delincuencia internacional organizada dirigida contra la libertad sexual, especialmente de los menores;
 - p. los delitos cometidos por medios de sistemas informáticos;
 - q. los delitos que dañen los recursos naturales y el medio ambiente;
3. Las Partes colaborarán también en la lucha contra cualquier otro delito cuya prevención, descubrimiento y persecución requiera la cooperación de las autoridades competentes de los dos Estados.

Artículo 2

1. La colaboración entre ambas Partes en el ámbito de la lucha contra la delincuencia internacional organizada a que se refiere el Artículo 1, consistirá en el intercambio de información y en la asistencia para efectuar las diligencias relativas a :
- a) la identificación y la búsqueda de personas tenidas por desaparecidas;
 - b) la búsqueda de personas que hayan cometido o que se suponga que hayan cometido algún delito en el territorio de una de las Partes competentes, y de sus cómplices;
 - c) la identificación de cadáveres y de personas en las que esté interesada la policía;
 - d) la búsqueda en el territorio de una de las Partes de objetos, efectos o instrumentos procedentes de un delito o que hayan servido para cometerlo, a solicitud de la Parte Contratante que hubiera sufrido el delito;
 - e) la financiación de actividades ilícitas.
2. Las Partes Contratantes cooperarán igualmente en los ámbitos siguientes :
- a) el intercambio de información y cooperación para el traslado de personas condenadas, en virtud del Convenio relativo al traslado de personas condenadas;
 - b) el intercambio de información y cooperación en materia de traslado de armas y de sustancias radiactivas, explosivas y tóxicas;
 - c) el intercambio de información y colaboración para efectuar entregas vigiladas de sustancias narcóticas y psicotrópicos;
 - d) el intercambio de información y cooperación para efectuar el traslado o el tránsito de personas repatriadas o expulsadas.

Artículo 3

Para lograr esos objetivos de cooperación, las Partes :

- a) Se mantendrán recíprocamente informadas acerca de las investigaciones en curso en relación con las diferentes formas de la delincuencia internacional organizada, incluido el terrorismo, así como sobre las relaciones entre las personas implicadas, la estructura, el funcionamiento y los métodos de las organizaciones criminales;
- b) Pondrán en práctica acciones coordinadas y de asistencia recíproca basándose en acuerdos complementarios firmados entre las autoridades competentes;
- c) Se transmitirán recíprocamente las informaciones relativas a los métodos y a las nuevas formas de delincuencia internacional organizada;
- d) Se intercambiarán los resultados de las investigaciones que hayan efectuado en criminalística o criminología, y se informarán mutuamente acerca de las técnicas de investigación y de los medios de lucha contra la delincuencia internacional;
- e) Organizarán, en caso necesario, encuentros de trabajo encaminados a elaborar medidas coordinadas y a facilitar su puesta en práctica.

Artículo 4

Las Partes colaborarán en los ámbitos que son objeto del presente Acuerdo, mediante :

- a) el intercambio de información sobre la situación general y las tendencias de la delincuencia en sus Estados respectivos;
- b) el intercambio de experiencias en materia de tecnología criminal, el intercambio de folletos, publicaciones y resultados de investigaciones científicas en los ámbitos a que se refiere el presente Acuerdo;
- c) el intercambio de información en los ámbitos cuya competencia tienen atribuidos los servicios de protección de la legalidad penal y otros servicios encargados de la defensa de la seguridad nacional, el orden público y la lucha contra la delincuencia internacional organizada;
- d) una asistencia técnica y científica, y de expertos, así como del concurso de equipos técnicos especializados;
- e) el intercambio de experiencias y de especialistas, así como la realización de consultas;
- f) la cooperación en el ámbito de la enseñanza profesional.

Artículo 5

El presente Convenio no afectará a las cuestiones relativas a la asistencia judicial en el marco de procedimientos penales y en materia de extradición.

Artículo 6

A los fines de la aplicación del presente Convenio, las autoridades competentes serán:

Por el Reino de España: el Ministerio encargado de la seguridad interior, dejando a salvo las competencias de otros Departamentos ministeriales afectados.

Por la República de Malí: el Ministerio encargado de la seguridad interior.

Artículo 7

1. Los intercambios de información y las solicitudes de realización de las actividades a que se refiere el presente Convenio, se dirigirán por escrito directamente a las autoridades competentes o por mediación de los agregados u oficiales de enlace. A estos efectos, las Partes se comunicarán la designación de estos últimos. En casos urgentes, y a los fines de la aplicación del presente Convenio, las autoridades competentes podrán comunicarse verbalmente la mencionada información que, posteriormente, deberá ser objeto de una confirmación por escrito.
2. Las autoridades competentes atenderán en el plazo más breve posible las solicitudes de intercambio de información o de realización de las actividades a que se refiere el presente Convenio.

Artículo 8

1. Cada una de las Partes podrá denegar total o parcialmente una solicitud de asistencia o de información, o someter su ejecución a ciertas condiciones, cuando considere que dicha solicitud puede afectar a su soberanía o a su seguridad, o que es contraria a los principios fundamentales de su ordenamiento jurídico o a otros intereses esenciales de su Estado.
2. La Parte requirente deberá ser informada de la causa de la negativa.

Artículo 9

1. El intercambio de información entre las Partes en el ámbito del presente Convenio, queda sometido a las siguientes condiciones :
 - a) La Parte requirente sólo podrá utilizar los datos para los fines y condiciones definidos por la Parte requerida, tomando en consideración el plazo en el que dichos datos deban ser destruidos en virtud de su legislación nacional.
 - b) La Parte requirente informará a la Parte requerida, por escrito, del uso dado a los datos transmitidos y de los resultados obtenidos.
 - c) Si se comprobara que se han comunicado datos inexactos o incompletos, la Parte requerida informará de ello sin demora a la Parte requirente.
 - d) Cada una de las Partes llevará un registro de los datos comunicados y de su destrucción.

2. Las Partes garantizarán la protección de los datos que se les comuniquen frente a cualquier acceso, modificación, publicación o divulgación no autorizadas, conforme a su legislación interna. Se comprometen además a no ceder los datos personales a que se refiere el presente Artículo a ningún tercero que no sea la autoridad de la Parte requirente que los haya solicitado. Si dicha Parte requirente presenta su solicitud en este sentido, dichos datos sólo podrán ser transmitidos a una de las autoridades previstas en el Artículo 6, previa autorización de la Parte requerida.
3. Cada una de las Partes podrá alegar, en cualquier momento, la no observancia por la Parte requirente de lo dispuesto en el presente Artículo, para solicitar la suspensión inmediata de la aplicación del Convenio y, en su caso, la denuncia automática del mencionado Convenio.

Artículo 10

1. Las Partes crearán un comité técnico encargado de seguir la aplicación del presente Convenio. Las autoridades competentes se informarán por escrito de los representantes que hayan designado para el mencionado comité técnico.
2. El comité técnico se reunirá en sesión ordinaria una vez al año, y en sesión extraordinaria cada vez que una de las Partes así lo solicite. La fecha, el lugar y el orden del día se establecerán por conducto diplomático.
3. Salvo acuerdo específico entre las Partes, las reuniones tendrán lugar alternativamente en España y en la República de Malí. Los trabajos serán presididos por el Jefe de la Delegación de aquella Parte en cuyo territorio tenga lugar la reunión.

Artículo 11

Lo dispuesto en el presente Convenio no afectará a las obligaciones internacionales, bilaterales o multilaterales, contraídas por el Reino de España y la República de Malí.

Artículo 12

El presente Convenio entrará en vigor treinta días después de que cada una de las Partes la haya cursado la última notificación en relación con el cumplimiento de las formalidades constitucionales requeridas.

Se concluye por tiempo indefinido.

Artículo 13

El presente Convenio podrá ser modificado mediante acuerdo entre ambas Partes.

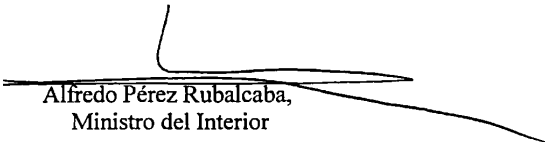
Artículo 14

El presente Convenio podrá ser denunciado en cualquier momento por una de las Partes, una vez transcurrido un período de (06) seis meses desde el preaviso, que se enviará por conducto diplomático a la otra Parte, expresando su intención de efectuar dicha denuncia.

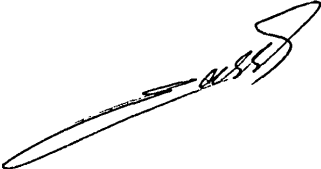
En fe de lo cual, los representantes signatarios firman el presente Convenio.

Hecho en Madrid el 16. de octubre de 2008 en dos ejemplares originales en lenguas española y francesa, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Reino de España
a.r.


Alfredo Pérez Rubalcaba,
Ministro del Interior

Por la República de Malí


General Sadio Gassama,
Ministro de la Seguridad Interior
y de la Protección Civil